

Etat des lieux de la participation des francophones aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies¹

1. Evolution de la participation francophone aux opérations de paix onusiennes

La participation des Etats francophones aux opérations de paix (OP) des Nations Unies s'établit comme suit au 30 juin 2012:

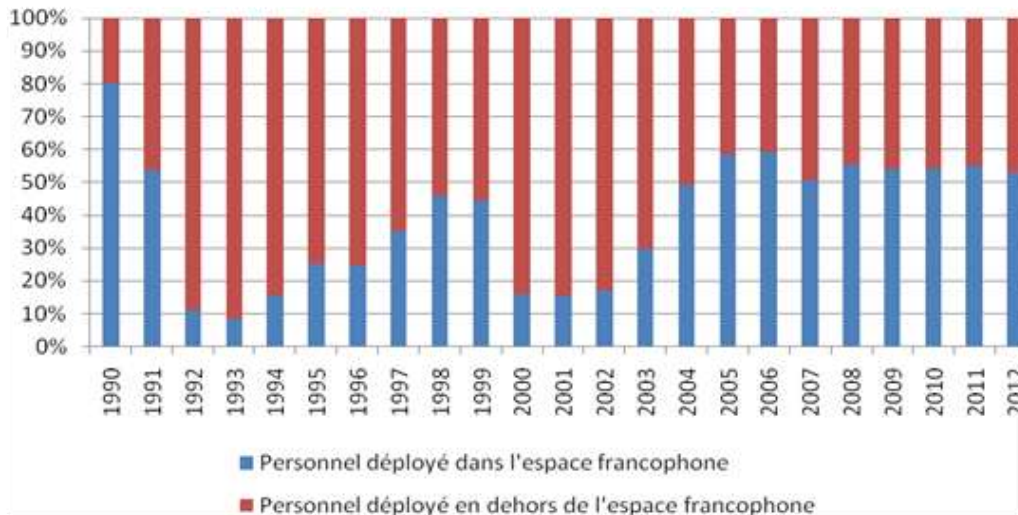
	Définition maximaliste (Etats membres de l'OIF ²)	Définition minimaliste (Etats dont les citoyens s'expriment en français)
Nombre d'États « francophones »	53	34
Nombre de personnels déployés dans les missions onusiennes	22 186	14 678
Pourcentage des personnels déployés dans les missions	22,67%	15%

Si les Etats francophones du Nord – Canada, Belgique, en particulier – s'engagent très tôt dans les opérations de maintien de la paix, les premiers Etats du Sud entament leur engagement à partir des années 1960, en prenant part l'ONUC (Opération des Nations Unies au Congo). L'engagement francophone prend de l'ampleur à partir du début de la décennie 1990, dans le cadre des missions déployées en Haïti et au Rwanda, et se poursuit dans les années 2000 grâce à une participation accrue des Etats du Sud : de sept Etats contributeurs en 1990 à plus d'une trentaine aujourd'hui. Alors que les francophones représentent 6% des effectifs déployés en 2000, leur participation s'élève en 2012 à près de 23% des effectifs totaux.

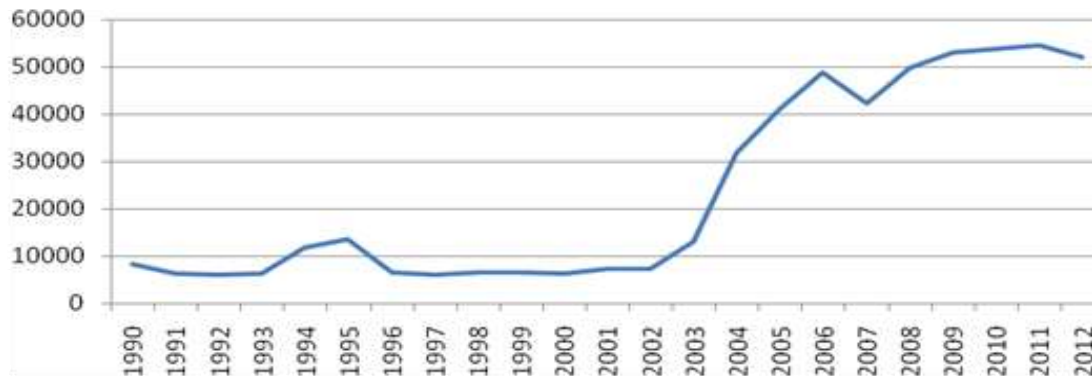
Ce développement est à mettre en corrélation avec le développement des opérations menées sur le territoire d'Etats francophones : ce sont aujourd'hui plus de 50 000 personnels qui y sont déployés par les Nations Unies (53 % des effectifs).

¹ L'ensemble des données et tableaux suivants sont empruntés au rapport « La participation francophone aux opérations de paix : état des lieux » réalisé par le Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP, Canada) pour le compte de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère français de la défense.

² L'OIF compte également 20 Etats observateurs – Autriche, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Emirats Arabes Unis, Estonie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Mozambique, Pologne, République dominicaine, République Tchèque, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Thaïlande, Ukraine et Uruguay – qui pour certains prennent part à des opérations de paix, même si leurs citoyens ne peuvent être considérés comme des locuteurs francophones.



Part du personnel onusien déployé dans l'espace francophone



Évolution du nombre de personnels onusiens dans les pays francophones

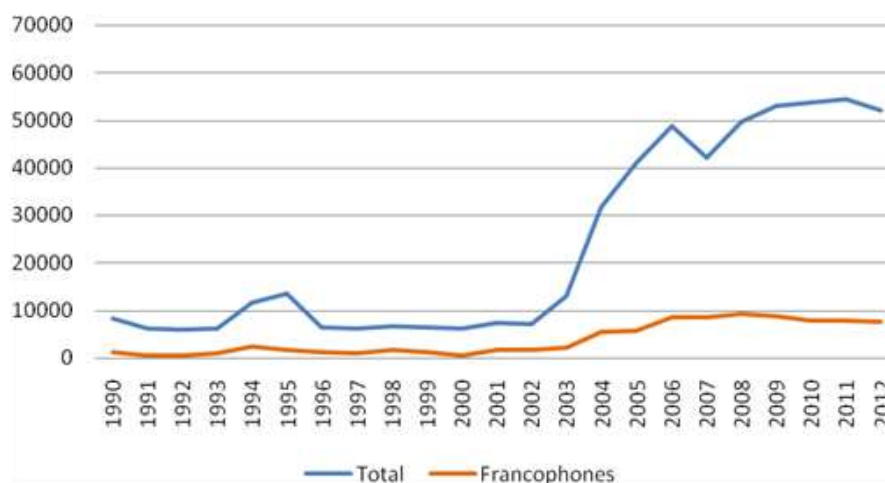
Depuis 1948, 53 opérations ont été déployées en territoire francophone par différentes organisations, certaines parmi les plus importantes en termes de personnels déployés, dont actuellement : la MONUSCO (République Démocratique du Congo, 19 000 hommes) ; la FINUL (Liban 11 000 hommes) ; la MINUSTAH (Haïti, 9 000 hommes) ; et l'ONUCI (Côte d'Ivoire, 11 000 hommes).

2. Le développement de la francophonie dans les OP

Les missions aujourd'hui déployées disposent d'un mandat et de missions qui dépassent la traditionnelle observation d'un cessez-le-feu : restauration de l'état de droit, de la justice, de la police ; élections ; DDR (démobilisation-désarmement-réintégration) ; RSS (réforme des secteurs de sécurité), entre autres.

Comme le rappelle le Comité spécial sur les opérations de maintien de la paix (C-34) dans son rapport de 2008, avec de telles missions élargies, une interaction basée sur le partage d'une langue commune avec la population civile et les autorités est « indispensable à l'efficacité et au succès des opérations de maintien de la paix ». Pour répondre à cette problématique, le Secrétaire général Koffi Annan avait lancé dès 2004 devant le C-34 un appel à participer à l'attention des Etats francophones, afin de

répondre aux besoins nés de l'opération menée en Haïti. Le développement des missions en territoire francophone s'est ainsi accompagné du développement de la participation francophone aux opérations de l'ONU :



Contribution totale et des États francophones aux OP onusiennes dans l'espace francophone

3. Une participation modeste et variée

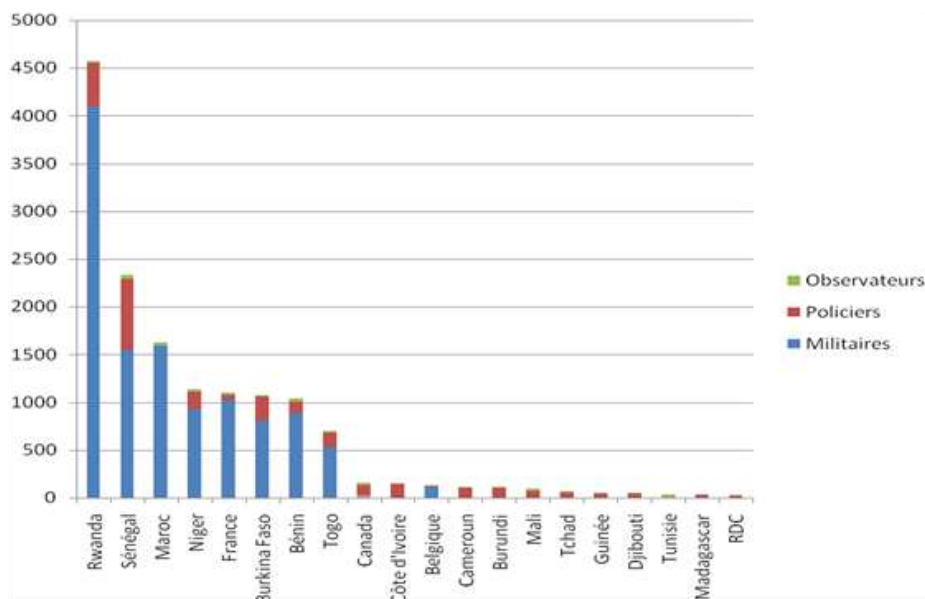
La participation francophone aux OP demeure cependant modeste, puisqu'elle ne représente que 23% de la totalité des effectifs déployés par l'ONU. Plusieurs facteurs l'expliquent :

- stratégique : absence de vision stratégique commune aux Etats francophones ;
- politique : impératifs de sécurité intérieure ;
- linguistique : manque de formation en français ;
- logistique : manque de ressources financières et logistiques pour de nombreux Etats du Sud.

Cette participation est également variée. Si les Etats francophones du Nord demeurent les principaux contributeurs financiers francophones au maintien de la paix onusien - les contributions de la Belgique, du Canada, de la France, du Luxembourg, de Monaco et de la Suisse représentant 99,5% du total des contributions francophones -, leur engagement en termes de personnels se réalise principalement dans le cadre d'opérations menées par l'OTAN, pour plus de 75% de leurs effectifs déployés en opérations multilatérales. Ce désengagement partiel des Etats du Nord dans les OP onusiennes trouve son origine dans les échecs des opérations qui ont marqué le début de la décennie 1990 : FORPRONU (ex-Yougoslavie) ; ONUSOM (Somalie) ; MINUAR (Rwanda).

Ces Etats du Nord assurent cependant une assistance tant en termes de formation que de matériel à l'égard des pays francophones du Sud. C'est le cas par exemple de la France par l'intermédiaire du programme RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix, devenu EURO-RECAMP) et en soutien à la formation au maintien de la paix, en particulier aux ENVR (Ecoles nationales à vocation régionale) ; de la Belgique dans le cadre de son partenariat avec le Bénin ; ou encore du Centre Pearson et du Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP), avec le soutien du Ministère des affaires étrangères et du commerce international du Canada.

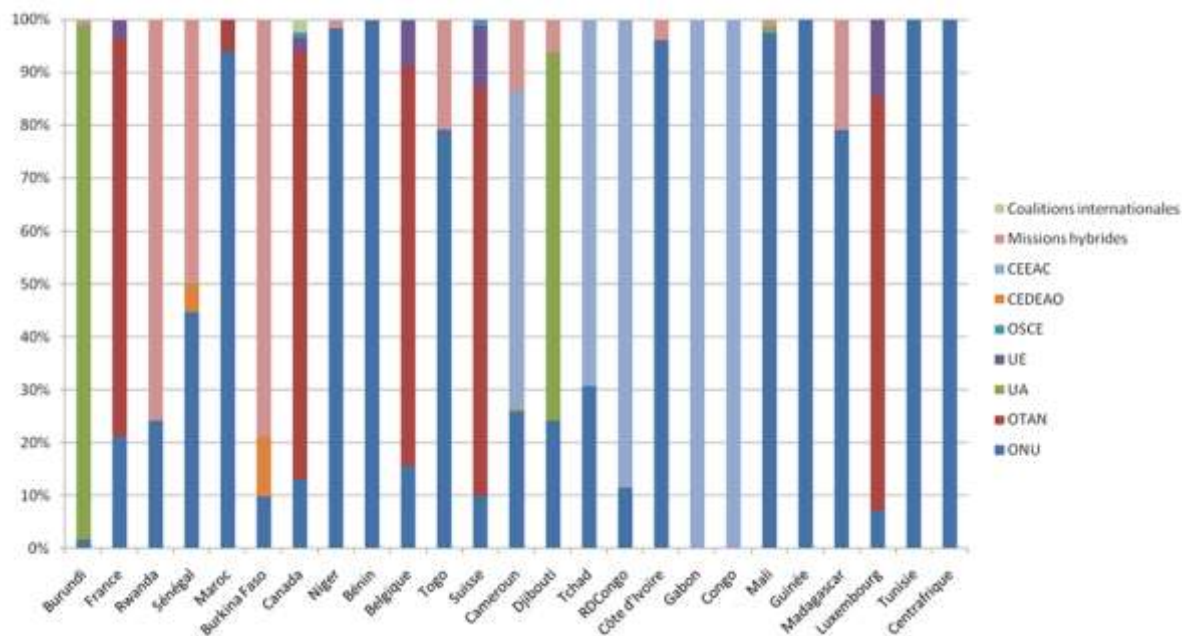
Les principaux contributeurs francophones aux opérations onusiennes sont ainsi des Etats du Sud : Rwanda, Sénégal, Maroc, Niger. Leur contribution est également diversifiée : outre des militaires, ils déploient progressivement davantage d'observateurs, de policiers et de civils (la part de ces derniers est cependant difficile à quantifier). Elle s'illustre par sa spécificité dans trois domaines particuliers : la gendarmerie ; le droit civil ; et la culture de la diversité, de la médiation et du dialogue.



Répartition (militaires, policiers et observateurs) des vingt premiers contributeurs francophones aux OP de l'ONU au 30 juin 2012

4. Une institutionnalisation progressive

Les Etats francophones prennent part à des OP de façon fragmentée, au sein de différentes organisations internationales (ONU), régionales (en particulier, l'Union africaine) et sous régionales (en particulier, la CEDEAO/Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest ; la CEEAC/Communauté économique des Etats Afrique Centrale).



Part des personnels déployés par pays et par organisation au 6 septembre 2012

Cet accroissement de l'engagement francophone s'accompagne de son institutionnalisation progressive, au niveau national et régional, dans trois domaines principaux : la concertation et le plaidoyer ; les processus décisionnels nationaux ; la formation.

L'institutionnalisation de la participation francophone est soutenue de manière croissante par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), dont l'action en matière de promotion de la paix s'est ainsi considérablement développée depuis la révision de sa Charte en 1997, l'adoption des déclarations de Bamako (2000) et Saint-Boniface (2006), et réaffirmé depuis dans les déclarations adoptées à l'issue des sommets des chefs d'Etats et de gouvernements de la Francophonie.

(Pour plus d'informations voir : <http://reffop.francophonie.org/le-reseau/presentation/loif-et-le-maintien-de-la-paix>)